

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/01/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PECHINEY BATIMENT

Route de Chailles
73520 ST BERON

Références : 20220103-RAP-PemStBeron-InspectionSUP-Georisques

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/01/2022 dans l'établissement PECHINEY BATIMENT implanté Route de Chailles 73520 ST BERON. L'inspection a été annoncée le 03/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'ancien site industriel PEM de St Béron a fait l'objet d'une demande d'institution de servitudes d'utilité publiques par le dernier exploitant, la société Pechiney Bâtiment. La visite s'inscrit dans le cadre de l'instruction de ce dossier. Elle avait pour objectif de faire le point sur l'usage actuel des terrains et sur le respect de certaines des servitudes prévues.

Les constats de la visite ont été effectués en référence au projet d'arrêté fixant les servitudes, qui va être prochainement soumis à consultation, comme prévu par l'article L. 515-12 du code de l'environnement (3ème alinéa).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PECHINEY BATIMENT
- Route de Chailles 73520 ST BERON
- Code AIOT dans GUN : 0010700346
- Régime : Site A à l'arrêt
- Statut Seveso : NS

Les activités industrielles de l'ancien site "Pechiney" de St Béron ont démarré en 1892. "L'usine de Chailles" était spécialisée dans la fabrication de carbure de calcium et de ferro-alliages et de silico-alliages.

Plusieurs exploitants se sont succédé sur le site. Les activités, relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ont été autorisées par arrêté préfectoral du 14/02/1977, délivré à la société SOFREM (société française d'électrometallurgie), filiale du groupe Pechiney Ugine Kuhlmann. Les activités ont été reprises ultérieurement par la société Pechiney Electrometallurgie (PEM), jusqu'à l'arrêt des derniers ateliers de production en 1987.

L'usine a été déconstruite en 1995.

Les déchets de production de ferro et silico-alliages de l'usine de Chailles étaient stockés dans des décharges internes de déchets industriels connexes à l'ancienne usine et dénommées "crassiers",

Ces crassiers ont fait l'objet d'une réhabilitation en 1995/1996, sur la base de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5/12/1994, prescrit à la société PEM, dernier exploitant du site. Une couverture des déchets ainsi que des enrochements de protection du grand crassier contre les crues du Guiers ont notamment été mis en place.

En mai 2005, la responsabilité du site industriel a été transférée à la société Pechiney Bâtiment (actuel groupe Rio Tinto), qui constitue l'ayant-droit du dernier exploitant (société ci après désignée "l'exploitant").

La précédente visite d'inspection du site datait du 3/07/2016.

En octobre 2016, Pechiney Bâtiment a revendu l'ensemble des terrains à la communauté de communes Val Guiers. Les terrains avaient alors vocation à rester tous sans usage particulier, dans un cadre naturel. Cependant des projets de nouveaux usages ont émergé sur une partie du site à partir de 2019, comme explicité ci-après.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- encadrement des changements d'usage
- maintien en état des couvertures, des clôtures, des piézomètres et des enrochements

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1) Encadrement des changements d'usage - 1/2	Autre du 31/12/2021, article 2.1	/	
2) Encadrement des changements d'usage 2/2	Autre du 31/12/2021, article 2.1	/	
3) Maintien en état des couvertures	Autre du 31/12/2021, article 2.2	/	
4) Piézomètre de surveillance des eaux souterraines	Autre du 31/12/2021, article 2.4	/	
5) Enrochements	Autre du 31/12/2021, article 2.5	/	
6) Clôtures	Autre du 31/12/2021, article 2.5	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'enjeu principal mis en évidence par la visite réside dans la démonstration de compatibilité des nouveaux usages constatés sur certaines parties du site, à apporter en parallèle de la procédure réglementaire d'institution des SUP. Cette démonstration fait l'objet de demandes à l'attention du moto club Val Guiers, de la SCI Le réveil de Chailles et de la communauté de communes Val Guiers. S'agissant des autres servitudes prévues, des recommandations sont formulées à l'attention du propriétaire actuel des terrains, la communauté de communes Val Guiers.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1) Encadrement des changements d'usage - 1/2

Référence réglementaire : projet d'arrêté de SUP du 31/12/2021, article 2.1
<p>Prescription contrôlée : Etudes "sites et sols pollués" en cas de changement d'usage</p> <p>Lors de notre précédente visite du site, le 1/07/2015, le site était en totalité en friche, sans usage. Le dossier de demande d'institution de SUP déposé ultérieurement par l'exploitant indique que "le site est dans un état tel qu'il puisse accueillir un usage de type industriel sans bâtiment ni autre construction que les couvertures existantes. Nous rappelons que les terrains appartiennent à la communauté de communes Val Guiers depuis octobre 2016 pour les parties ancienne usine et crassiers. Les terrains de la "partie sud" sont propriété de la SCI Le Réveil de Chailles.</p> <p>Constats : <u>Secteur usine et crassier aval (plateforme)</u> - sur l'extrémité sud-est de la partie "usine" (parcelle B1748), sur une surface enrobée, nous avons constaté la présence d'aires de stockage et de tri de déchets métalliques, exploitées par la société Val'orisation du Guiers, dirigée par M. FOIS (voir le rapport spécifique concernant les activités de cette entreprise) ; ces stockages devraient disparaître dans les prochaines semaines. M. FOIS nous a indiqué projeter de racheter cette partie de terrain à la communauté de communes</p>

pour y organiser régulièrement des brocantes.

-sur l'extrémité sud-ouest de la partie "usine" (parcelle B1748), un usage de jardin d'agrément au profit de la famille FOIS, en face de leur habitation

- toujours dans la partie sud de la parcelle, la zone enherbée déjà présente lors de notre visite du 1/07/2015 était utilisée pour le pâturage de chevaux appartenant également à M. FOIS

- le tiers nord de la parcelle B1748 a été transformé en circuit de motocross, à l'initiative du club Moto-Club Val Guiers Maurienne, adhérent de la Fédération française de motocyclisme. Nous avons rencontré par hasard sur le site M. Gambin, qui s'occupe de faire vivre le circuit. Il nous a indiqué que ce dernier a été réalisé à partir de juin 2018, par apport de 60 000 m³ de terres extérieures, issues du terrassement d'un lotissement (société Ferrand TP). Les hauteurs de remblai seraient au minimum de 30 cm (plus de 80 cm par endroits). Nous disposons d'un schéma de principe du circuit, en plan (transmis par le club à la préfecture en 2019), mais pas de coupes montrant l'épaisseur des remblais par rapport à la configuration initiale des terrains. Le circuit est utilisé régulièrement pour des essais et des cours à destination des enfants / adolescents du secteur. Des compétitions sont envisagées à terme, y compris avec des vélos électriques de grand puissance, sous réserve de l'obtention d'une homologation du circuit par la préfecture.

Un local préfabriqué était présent sur le site : il servirait de poste de secours lors des compétitions. Il est prévu d'utiliser la zone enrobée située à l'amont de la piste comme parking pour les pilotes. Cet usage est encadré par une convention d'occupation précaire conclue entre le propriétaire (CdC Val Guiers) et le motoclub le 18/07/2018. Lors de la visite, M. GAMBIN a indiqué que le motoclub souhaite racheter prochainement les terrains à la communauté de communes.

CONCLUSION

Depuis notre précédente visite (friche industrielle), un changement d'usage, pérenne, a eu lieu sur la partie nord du secteur "usine – crassier aval", avec la mise en place d'une piste de motocross par le Moto-Club Val Guiers Maurienne.

Nous avons été informés de la réalisation de ce circuit en 2019, en marge d'une procédure d'homologation de ce dernier au titre de la sécurité routière. L'existence du projet de SUP, ses motivations et son contenu, avaient été portés à la connaissance de la fédération française de motocyclisme, représentée par M. GAMBIN, lors d'une réunion de la commission départementale de la sécurité routière tenue le 29/08/2019 en préfecture. Ces éléments, et notamment la nécessité, conformément au projet de servitudes, de faire procéder à une étude spécifique par un bureau d'études spécialisés en sols pollués, avaient été rappelés lors d'une réunion complémentaire tenue le 12/09/2019, toujours en préfecture. Des noms de bureaux d'études avaient été communiqués à M. GAMBIN. Il semble cependant que cette étude n'ait jamais été réalisée, pour des raisons de coût apparemment.

Au final, même si le remblaiement des terrains constitue un élément favorable, l'absence de risque sanitaire ou environnemental de ce changement d'usage n'a pas été formellement démontré par le porteur de projet.

Observations :

DEMANDE : Le motoclub doit anticiper les servitudes publiques liées au passé industriel du site qui vont être prochainement instituées sur le terrain et faire procéder, par un bureau d'études certifié en sols pollués, à une étude démontrant la compatibilité de ce nouvel usage avec l'état des terrains sous-jacents, garantissant l'absence de risque sanitaire ou environnemental.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : 2) Encadrement des changements d'usage 2/2

Référence réglementaire : projet d'arrêté de SUP du 31/12/2021, article 2.1

Prescription contrôlée :

Etudes "sites et sols pollués" en cas de changement d'usage

Constats :Crassier de la conciergerie :

Ce secteur n'a pas connu d'évolution significative depuis notre précédente visite.

La plateforme sommitale, plane, est recouverte :

° par du bitume pour une part, avec quelques arbustes présents. Cette partie est inutilisée. M. Gambin a cependant indiqué qu'elle pourrait à terme servir de parking visiteurs lors des manifestations organisées sur la piste de motocross.

° par une prairie pour une autre part. Aucun animal n'était présent lors de la visite, cependant la présence de fils électrifiés montre un usage probablement régulier pour le pâturage.

Grand crassier :

Ce secteur n'a pas connu d'évolution significative depuis notre précédente visite.

Le secteur est totalement fondu dans l'environnement naturel avec une végétation libre (ronces notamment) qui rend difficile la circulation sur le site, même en période hivernale.

Il est sans usage. Des ruches déposées par un apiculteur ont cependant été observées. Il est également très probable que des pêcheurs accèdent régulièrement à la rivière en passant par le site.

"Secteur sud" au sens du dossier de demande de SUP :

Ce secteur, occupé par les derniers bâtiments de l'ancienne usine Pechiney, n'a pas connu d'évolution significative depuis notre précédente visite. Les bâtiments abritent toujours des activités de tri, transit et regroupement de déchets métalliques. L'exploitant actuel est la société Val'orisation du Guiers, qui a repris la suite de la société Inter Trading Negoce (voir rapport dédié).

A noter toutefois cette nouveauté : la partie nord-ouest du bâtiment (parcelle B 2358) est désormais occupée à usage d'habitation par M. FOIS et sa famille. Le PLU classe la parcelle en zone Ue dédiée aux activités économiques.

La famille semble également occuper l'extrémité sud-ouest de la parcelle B1748 en tant que jardin d'agrément. M. FOIS a précisé que des cultures potagères sont réalisées dans de grands bacs, mais qu'aucune culture n'est réalisée dans le sol lui-même.

Observations :

DEMANDE : La SCI Le Réveil de Chailles doit anticiper les servitudes publiques liées au passé industriel du site qui vont être prochainement instituées sur le terrain et faire procéder, par un bureau d'études certifié, à une étude démontrant la compatibilité, avec l'état des terrains sous-jacents, de l'usage d'habitation d'une partie du bâtiment exploité aujourd'hui par la société Val'orisation du Guiers et de ses environs, garantissant l'absence de risque sanitaire ou environnemental. Il en est de même pour les usages de pâturage constatés au droit des secteurs "ancienne usine" et "crassier de la conciergerie".

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : 3) Maintien en état des couvertures

Référence réglementaire : projet d'arrêté de SUP du 31/12/2021, article 2.2

Prescription contrôlée :

Maintien en état des couvertures existantes

Constats :Secteur usine et crassier aval :

Les revêtements sont ceux observés lors de la précédente visite. Il n'y a pas eu d'affouillement a priori. Quelques "trous" ou regards ont été bouchés avec des pierres par M. Gambin, pour éviter les risques de chute. Dans la partie nord, l'apport de matériaux extérieurs constitue une barrière supplémentaire vis-à-vis des pollutions métalliques présentes dans les sols. L'érosion du revêtement initial induite par le passage répété des engins, sur la piste de motocross, mais aussi par le passage de véhicules sur la voie d'accès à la piste et sur le parking pilotes pourra justifier des réfections en tant que de besoin.

Crassier de la conciergerie :

Comme lors de notre précédente visite, nous avons observé sur les flancs du crassier plusieurs blocs de laitiers (déchets indurés) partiellement dégagés de la végétation qui a pris possession des talus, Cette situation ne pose cependant pas de difficulté. Dans la note RAMBOLL du 29/06/2016, le dernier exploitant avait justifié que la mise en place d'une couverture complémentaire des déchets était disproportionnée au regard des enjeux.

Grand crassier :

La végétation est très présente. Les blocs de laitiers apparents sont plus rares. La fréquentation humaine du site est par ailleurs extrêmement réduite.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : 4) Piézomètre de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : projet d'arrêté de SUP du 31/12/2021, article 2.4

Prescription contrôlée :

Maintien en état des piézomètres de surveillance

Constats : Les ouvrages du dispositif de suivi sont toujours en place.

Observations :

Pas d'observation.

Pour mémoire, les derniers prélèvements et analyses par l'exploitant remontent à juin 2021 (rapport du 30/12/2021). Celui-ci a formulé une demande d'arrêt de la surveillance environnementale, qui n'a pu être instruite à ce jour. Elle sera examinée en parallèle du dossier d'institution de SUP.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : 5) Enrochements

Référence réglementaire : projet d'arrêté de SUP du 31/12/2021, article 2.5

Prescription contrôlée :

Maintien en état, surveillance et entretien de l'ouvrage de protection contre les crues

Constats :

Les jours précédant la visite ont connu des précipitations très abondantes, conjuguées à la fonte des neiges en montagne (le bassin versant amont du Guiers est situé dans le massif de la Chartreuse). Le niveau du Guiers était encore haut lors de la visite et n'a pas permis de visualiser correctement les enrochements et d'apprécier leur état.

Le dernier contrôle de l'ouvrage de protection des crues, réalisé par un bureau d'études spécialisé (ANTEA) pour le compte de l'exploitant, remonte à 2016.

Le dossier de SUP recommande des contrôles visuels tous les 2 ans et après chaque crue décennale.

Observations :

Nous recommandons au propriétaire (CdC Val Guiers) de réaliser un contrôle des enrochements lors du prochain étiage.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : 6) Clôtures

Référence réglementaire : projet d'arrêté de SUP du 31/12/2021, article 2.5

Prescription contrôlée :

Maintien en état des clôtures

Constats :

La pose de clôtures autour des 3 crassiers et leur entretien, ont été imposées à l'ancien exploitant par l'arrêté préfectoral du 5/12/1994 (article 3.3 et 4.3). Dans le cadre des SUP, l'obligation d'entretien des clôtures est transférée au propriétaire.

Lors de la visite nous avons constaté que :

Sur le crassier aval : les clôtures, présentes lors de la visite du 1/07/2015 à l'entrée du site de l'ancienne usine, sont désormais inexistantes et permettent un accès motorisé au site, donc y compris au secteur dit "crassier aval". Cependant, la clôture de ce secteur présente peu d'utilité aujourd'hui, du fait du recouvrement des terrains par les remblais de la piste de motocross. Nous précisons que, lors de notre visite du 1/07/2015, ce crassier était difficilement identifiable, en tant que massif de déchets rapporté, et distinguable de la plateforme de l'ancienne usine, dont il constitue le prolongement.

Le crassier de la conciergerie est toujours clôturé sur la plateforme sommitale. Des cordes étaient tendues en travers du passage piéton ouvert à côté du portail, ce qui tend à limiter l'accès au site.

Le grand crassier est toujours clôturé, sauf en bordure du Guiers, comme l'avait prévu l'arrêté du 5/12/1994. Le grillage est cependant dégradé en plusieurs endroits.

Observations : Des réfections de clôture sont à prévoir par le propriétaire au niveau du grand crassier.

Type de suites proposées : Sans suite